

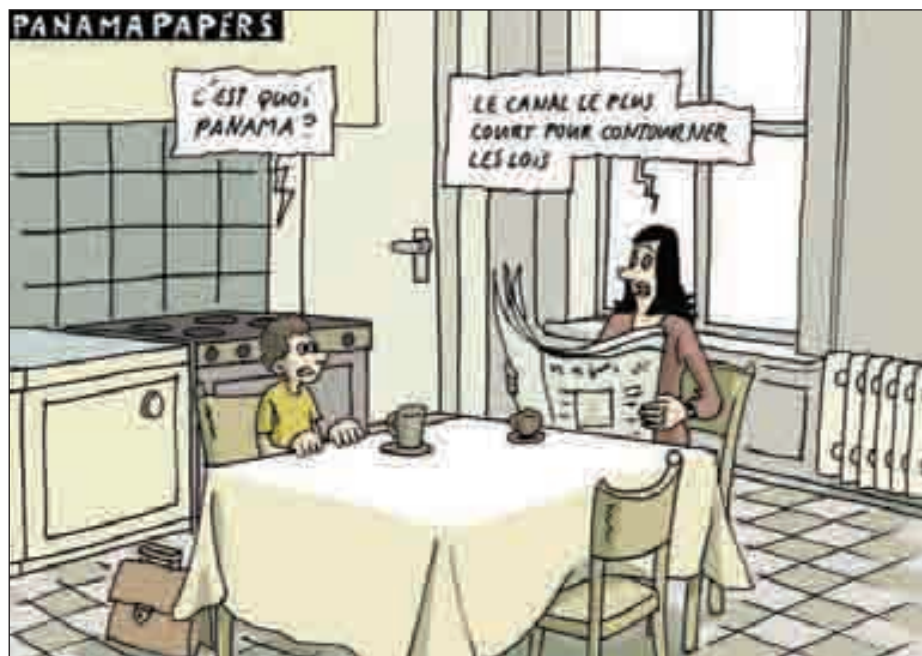
Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

L'AFFAIRE «PANAMA PAPERS»

Comptes offshore, évasion fiscale
et paradis fiscaux

Dans «Le Soir Corruption» d'aujourd'hui, nous revenons sur l'énorme scandale de l'affaire dite «Panama papers» qui a marqué l'actualité internationale toute la semaine dernière. Nous ne reviendrons pas sur le cas de Abdesslem Bouchouareb, ministre algérien de l'Industrie et des Mines, cité dans cette affaire, le Soir d'Algérie l'a largement évoqué dans ses dernières éditions. Cependant, nous traiterons dans un des prochains «Soir Corruption» des retombées en Algérie de «Panama papers» sous l'angle de la déclaration de patrimoine des agents publics, et Abdesslem Bouchouareb en est un. Dans cet espace, nous avons fait le choix d'essayer de toucher le plus grand nombre de lecteurs en présentant «Panama papers» de manière la plus simple pos-

sible à travers 3 tableaux. Le premier de ces tableaux donne une idée sur l'ampleur de l'enquête menée par des journalistes de plus de 100 journaux dans le monde entier. Le deuxième présente le circuit de la triche. Et enfin, le troisième et dernier tableau montre la cartographie de l'implantation mondiale de la société panaméenne Mossack Fonseca, par qui le scandale est arrivé. Le dessin choisi pour illustrer le «Soir Corruption» d'aujourd'hui est un clin d'œil aux enfants et aux jeunes qui, autour de nous, ont voulu savoir de quoi il retournait au sujet de «Panama papers» qui a fait beaucoup de bruit. Il est vrai que beaucoup d'entre nous ne connaissaient du Panama que son canal qui traverse ce petit pays d'Amérique centrale de part en part, reliant l'océan Pacifique



et l'océan Atlantique. L'existence de ce canal stratégique pour le commerce mondial explique peut-

être pourquoi le Panama est devenu un énorme paradis fiscal...

Djilali Hadjadj

L'enquête des journalistes
en quelques chiffres

La combine en 5 étapes



DES MOTS POUR LE DIRE

«Les sociétés offshore, des distributeurs de masques»

«...L'ancien procureur anticorruption de Genève, Bernard Bertossa, avait une très jolie expression pour définir les sociétés offshore : ce sont des distributeurs de masques. Elles permettent de dissimuler le véritable bénéficiaire de la société ou du compte en banque qui est

rattaché à la société. Elles servent à maquiller les flux financiers pour que personne ne puisse deviner d'où vient l'argent et à qui il profite. Cela peut parfois avoir un objectif légal. Par exemple, il n'est pas rare que les acteurs économiques, dans des pays très corrompus, se cachent

derrière ce genre de sociétés offshore pour que les racketteurs potentiels ne sachent pas à qui s'adresser.»

Adrien Roux est docteur en droit, spécialiste des lois anticorruption (extrait d'une interview à l'hebdomadaire français L'Obs, 5 avril 2016)

Le Panama promet plus de dialogue avec l'OCDE
sur l'échange d'informations fiscales

Au cœur du scandale des «Panama papers», la vice-présidente et ministre des Affaires étrangères panaméenne, Isabel De Saint Malo, a annoncé que son pays allait approfondir le dialogue avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'échange

d'informations fiscales, jeudi 7 avril, dans un entretien avec l'Agence France-Presse (AFP).

Cette annonce intervient après une conversation de la vice-présidente panaméenne avec le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría.

La société par qui le scandale est arrivé

